La dimension proactive de la Linguistique pour le développement

Zouogbo Jean-Philippe
Université Paris Diderot-Sorbonne Paris Cité

Résumé : Il faut exploiter les langues africaines pour en faire de véritables outils au service du développement en les valorisant et en les équipant convenablement pour leur permettre de couvrir les besoins de communication des populations qui, dans leur grande majorité, ne parlent pas les langues officielles. Le chantre de ce positionnement nouveau est sans aucun doute Henry Tourneux. Il ne s'agit plus de défendre les langues pour elles-mêmes mais de les promouvoir et de réfléchir, avec et à travers elles, aux voies et moyens de résoudre les problèmes des populations qui les parlent et pour qui elles sont le seul moyen de communication et de médiation des besoins du quotidien. Lutter contre la dépendance communicationnelle et mobiliser les ressources linguistiques et culturelles au profit du traitement des problématiques liées au développement en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations, tels sont les enjeux qui se trouvent au cœur de la « linguistique pour le développement » promue par Henry Tourneux. Cet article en esquisse les principes et les modélisations.

Mots-clés : Populations, langues et cultures, développement ; linguistique au service du développement.

Abstract : African languages must be exploited to make them real tools for development by enhancing their value and equipping them properly to enable them to meet the communication needs. The champion of this new positioningisundoubtedly Henry Tourneux. It is no longer a question of defending languages for themselves, but of promoting them and reflecting, with and through them, on ways and means of solving the problems of the populations whospeak them and for whomthey are only the onlymeans of communication and mediation of everyday needs. Combating communicational dependence and mobilizing linguistic and cultural resources to address development issues in order to improve people's living conditions are at the heart of the "linguistics for development" promoted by Henry Tourneux. This article outlines the principles and models.

Key-words : Populations, languages and cultures, development ; linguistics for development.

Introduction

Il y a, on peut l'affirmer sans risque de se tromper, dans la promotion et la défense des langues africaines, et, par extension, des langues minoritaires, un avant et un après Henry Tourneux.

La diversité linguistique et culturelle constitue, depuis longtemps, un foyer de tensions, en particulier, lorsqu'il s'agit d'aborder du statut des langues et leur cohabita-

tion dans un environnement plurilingue où les actions en faveur des unes empiètent souvent sur la survie des autres. En Afrique où cette question reste encore sensible, la promotion des langues et la défense du patrimoine linguistique et culturel ont engendré des doctrines souvent irréconciliables entre promoteurs des langues européennes de grande diffusion et hérauts du nationalisme linguistique (Zouogbo 2018, 2017). Pourtant il existe, entre ces blocs, un espace à exploiter et ce, pour des motifs qui ne se discutent plus : (i) la grande majorité des langues locales sont dynamiques ; (ii) elles dominent la communication quotidienne et s'imposent comme les principaux moyens de communication dans des espaces linguistiques caractérisés par la non-maîtrise des langues (internationales) officielles par les populations locales ; (iii) elles sont à la fois les réceptacles des modes de pensée et d'agir des populations. Elles expriment également la modernité, contrairement aux idées reçues ; (iv) une opposition frontale souvent factice entre langues européennes et langues locales n'arrange que ceux qui en tirent un bénéfice. Et ce ne sont guère les populations locales ! (v) Il est possible d'exploiter – il faut exploiter – les langues africaines pour en faire de véritables outils au service du développement en les valorisant et en les équipant convenablement pour leur permettre de couvrir les besoins de communications qui leur sont assignés. Le chantre de ce positionnement nouveau est sans aucun doute Henry Tourneux. Et il nous est agréable de le citer :

> Mais pourquoi parler d'adversité ? Le paysan du Niger a-t-il envie ou besoin d'être mêlé à une guerre des langues ? Ses activités habituelles l'exigent-elles ? A-t-il un intérêt quelconque à devenir un pion de plus sur l'échiquier de la francophonie ? Ou, plutôt, n'aspire-t-il pas à vivre, dans de bonnes conditions de sécurité physique, intellectuelle et morale ? La solution linguistique la plus économique, pour lui, n'est-elle pas, dans toutes les activités de la vie quotidienne, de pouvoir faire usage de sa propre langue ou de l'une des langues de son répertoire ? (Tourneux, 2008, p. 10).

Il s'agissait alors de se démarquer, entre autres, des postures confortables et convenues de la défense des langues dites moribondes, lesquelles, paradoxalement, continuaient à perdre du terrain au fur et à mesure que de nombreuses voix s'échinaient à lutter contre leur patrimonialisation. Cette position iconoclaste était en réalité motivée par ce que T. Bearth (2010) a théorisé sous le concept de *durabilité communicationnelle* : comment espérer venir en aide à des populations dont on ne parle pas la langue et qui se trouvent, de fait, exclues de tous les processus de prise décision dans des projets de développement qui les concernent ? L'on devra méditer cette stance des Anciens : « C'est la manière de poser le problème qui entraîne la solution ».

Ces postulats, conjugués à la prise de conscience générale de l'inanité de la ferveur protectionniste, ont cheminé pour donner naissance à ce qu'il convient d'appeler *la linguistique pour le développement* (LPD). Il ne s'agit alors plus de défendre les langues pour elles-mêmes mais de les promouvoir et de réfléchir, avec et à travers elles, aux voies et moyens de résoudre les problèmes des populations qui les parlent et pour qui elles ne sont que le seul moyen de communication et de médiation des besoins du quotidien.

Published in : A. Mahamat (dir.), *Linguistique du développement - Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent - Revue Mosaïques, Hors-série numéro 6 : Mélanges en hommage au Professeur Henry Tourneux, Éditions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003553, doi : 10.17184/eac.9782813003553*

La présente contribution s'inscrit dans la droite ligne de la pensée du Maître, à savoir, mobiliser les ressources linguistiques et culturelles au profit du traitement des problématiques liées au développement en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations.

Nous attirerons, plus particulièrement, l'attention sur l'improvisation qui est encore la règle dans l'implémentation des projets de développement et entendons mettre en évidence l'aspect *formation des acteurs du développement* à laquelle la LPD pourrait largement contribuer. Le fait est, et l'on s'en rend compte de plus en plus, que dans les territoires les plus fragiles, où les populations sont démunies et largement dépendantes de l'aide au développement, seule une meilleure communication et une parfaite connaissance des ressorts culturels et linguistiques peuvent permettre de rendre cette aide plus efficace et apporter des réponses aux problèmes, qu'il s'agisse d'urgences humanitaires (épidémies ; crises écologiques…), de lutte contre atteintes aux droits de l'Homme (dignité de la femme, de la jeune fille et protection de l'enfance…), d'assistance à l'amélioration de la productivité dans certains secteurs économiques majoritairement investis par les populations très peu ou pas alphabétisées (agriculture, artisanat…), etc. (Zouogbo 2019). Or, le constat est que les acteurs du développement, en dépit de leur bonne volonté et des moyens colossaux dont ils disposent, se retrouvent, hélas, pris au piège de leur « suffisance » (Brunel 2005), de leur impréparation et de leur méconnaissance du terrain d'action. C'est alors que sont appelés à la rescousse des intervenants locaux. Pourtant, l'ancrage local n'est pas nécessairement un gage de connaissance de la langue, des modes de pensée et d'agir, encore moins de la maîtrise des discours spécialisés dans ces langues qu'ils sont censés médier.

La LPD peut apporter des solutions concrètes à ces apories à travers la formation des acteurs impliqués dans les projets de développement, qu'il s'agisse d'experts étrangers ou d'intervenants locaux recrutés sur le terrain pour épauler les coopérants. Une formation pluridisciplinaire avec les langues et cultures comme pivot. Il s'agira alors de la penser et de la modéliser.

1 Henry Tourneux : A bove majore discit arare minor ![1]

L'ouvrage dans lequel cet article est publié est un hommage à Henry Tourneux. Hommage de ses pairs et étudiants, en reconnaissance de son impressionnante production scientifique et de son inlassable engagement en faveur de la promotion d'une linguistique pour le développement. Son activité a inspiré de nombreux chercheurs et il nous est agréable, ici, de tenter d'en synthétiser certains aspects.

1.1 *Paremiologiae amor*

Il suffira d'un coup d'œil attentif à sa bibliographie[2] pour se rendre compte du fait que l'œuvre d'Henry Tourneux, dès les débuts de sa carrière, était consacrée à l'analyse de certains phénomènes langagiers propres aux langues à tradition orale : les proverbes et locutions, les contes et autres devinettes. L'étude de ces entités connaît depuis

[1] « Du vieux bœuf, le jeune bœuf apprend à labourer. » Un beau proverbe camerounais nous enseigne également : « Il faut toujours suivre le vieil éléphant car il sait où se trouve la source. »

[2] http ://llacan.vjf.cnrs.fr/p*tourneux.php

Published in : A. Mahamat (dir.), *Linguistique du développement - Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent - Revue Mosaïques, Hors-série numéro 6 : Mélanges en hommage au Professeur Henry Tourneux, Éditions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003553, doi : 10.17184/eac.9782813003553*

quelques années un véritable essor au sein de ce qu'il est convenu aujourd'hui d'appeler la phraséologie et la parémiologie. La phraséologie regroupant l'étude des toutes les unités polylexicales, figées et plus ou moins figurées. Les proverbes[3] et ses notions voisines[4] en sont une composante essentielle. L'intérêt d'étudier phrasèmes et proverbes réside, au-delà des caractéristiques linguistiques formelles, des marqueurs stylistiques et des invariants morphosyntaxiques, dans leur dimension anthropologique et culturelle. Ils sont concis, agissent comme le réceptacle des modes de pensée et d'agir des peuples qui les ont conçus, produits et pour lesquels ils représentent des outils privilégiés de communication. Sur le plan discursif et énonciatif, ce sont, en plus d'être des actes de discours indirects, en raison de leur aspect figural, de vrais arguments d'autorité. Les proverbes véhiculent la tradition. Ceux qui les utilisent, les énonciateurs seconds, se réfugient souvent derrière ces formules et perpétuent, pour ainsi dire, cette tradition. C'est qu'en réalité, au-delà de leur forme phrastique littérale, les proverbes catégorisent chaque aspect de la vie des peuples. Et lorsqu'ils intègrent des culturèmes, à savoir des constituants nominaux porteurs d'images, les proverbes deviennent des énoncés génériques qui s'adaptent aux situations et contextes d'énonciation. En fonction, bien entendu, des ambitions discursives du locuteur. Le choix des symboles parémiologiques n'est aucunement le fruit du hasard : si certaines images ont une portée symbolique universelle, d'autres, au contraire, notamment ces culturèmes, ne sont ancrés que dans une langue, dans une culture spécifique. Si bien que toute personne étrangère à cette culture ne parviendra à décoder le sens figuré qu'avec l'aide de locuteurs natifs, eux-mêmes, hélas, bien souvent incompétents face à l'opacité de certaines images parémiologiques.

Les proverbes, contrairement à certaines approches réductrices qui les cantonnaient au rang d'art oratoire préféré de personnes peu éduquées[5], procèdent en réalité d'une très grande érudition. Qui plus est, n'utilise pas le proverbe qui veut. Encore faudrait-il réunir les conditions suivantes : maîtrise de la langue, maîtrise du timing dans l'interlocution, adéquation du choix de la formule avec la situation qui est dénotée, l'intention et enfin le choix de l'image la plus percutante.

L'étude des proverbes est une sorte d'archéologie de la langue et de la culture. A travers eux, il est possible de dresser l'inventaire des habitudes, des modes de pensées et d'agir, de l'idiosyncrasie des peuples qui les utilisent. Leurs formes brèves en font des outils privilégiés des langues à tradition orale. Il est donc possible d'approcher la pensée et la vision du monde du peuple en étudiant scrupuleusement son répertoire parémiologique.

[3]Zouogbo Jean-Philippe, 2009, *Le proverbe entre langues et culture. Une étude de linguistique confrontative allemand/français/bété*, Berne, Peter Lang (361p.)

[4]Benayoun Jean-Michel, Kübler Natalie, Zouogbo Jean-Philippe (dir.), 2013, *Parémiologie. Proverbes et formes voisines*, Presses Universitaires de Sainte-Gemme, Tome 1 (400 pages), Tome 2 (400 pages), Tome 3 (360 pages).

[5]Rappelons ici les élucubrations et autres coquetteries d'un Lord Chesterfield qui mettait son fils en garde contre l'usage des proverbes parce qu'il s'agissait, selon lui, d'une habitude d'esprits paresseux enclins à se réfugier dans des formules toutes faites, des moyens mnémotechniques et autres pense-bêtes. Pour lui, un esprit éclairé, une personne cultivée ne devait jamais avoir recours aux proverbes, ces formules éculées et nécrosées, dans son énonciation (Seiler, 1922, p. 22).

Published in : A. Mahamat (dir.), *Linguistique du développement - Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent - Revue Mosaïques, Hors-série numéro 6 : Mélanges en hommage au Professeur Henry Tourneux, Éditions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003553, doi : 10.17184/eac.9782813003553*

> Étudier les proverbes, nous disent Diarra / Leguy (2004, p. 37), fournit une porte d'entrée dans une société donnée pour mieux comprendre son fonctionnement : le système d'autorité, les relations entre jeunes et adultes, l'éducation et la transmission du 'savoir vivre', le statut des esclaves et celui de leurs descendants, les liens entre frères et sœurs, la conception du mariage, les devoirs envers la belle-famille, la situation des célibataires, des orphelins, etc. ([…]) Aujourd'hui, les proverbes peuvent être perçus, sinon comme une source de connaissance de la pensée d'un peuple et même de sa science, du moins comme proposant une représentation d'une culture donnée, et d'autant plus qu'on prend davantage en compte le rôle social joué par ceux qui manient bien les proverbes ([…]).

Encore faudrait-il ne pas réduire ces peuples en question aux contenus ponctuels des énoncés parémiologiques, dans la mesure où la pensée évolue. Ce qui est consigné dans les proverbes était, certes, une « façon de voir » les choses, mais qui aura certainement évolué.

Henry Tourneux, parémiologue avant l'heure, avait intégré toutes ces subtilités. Et il s'est énormément appuyé sur la dimension figurée et les ressorts métaphoriques, autre caractéristique essentielle des phrasèmes et proverbes, pour reconceptualiser des notions que certaines options néologiques ne permettaient pas de couvrir totalement. Je renvoie ici à ses travaux sur la dénomination du planning familial chez les locuteurs de *fulfulde*. Là où certains avaient opté pour des dénominations qui heurtaient la sensibilité de la femme peule ou de langue peule, Tourneux, à travers sa parfaite connaissance de la langue et des mécanismes linguistiques, a juste eu besoin d'un détour figural pour trouver un terme stable, respectueux et accessible à tous (Tourneux, 2007).

En *linguistique pour le développement*, l'on devrait davantage prendre en compte l'étude des phrasèmes et des proverbes. Car à partir de leurs contenus, en empruntant à leurs mécanismes et sur la base de la symbolique de leurs constituants porteurs d'image, l'accès direct à la pensée des populations sera facilité. Il s'agit là de véritables ressources linguistiques et culturelles qui méritent d'être mieux exploitées lorsque l'on veut comprendre et saisir les modes de pensée et d'agir des populations. Et quand on connaît la propension des certains dépositaires de la tradition à user du langage figuré, on peut aisément comprendre qu'en matière de communication pour le développement, ne pas être familiarisé à l'usage des ressources parémiologiques peut-être un vrai handicap.

Tourneux en avait saisi l'intérêt et ses travaux en portent le sceau. Cet héritage mérite d'être perpétué et l'étude des proverbes et des phrasèmes, mieux mise en perspective et méthodiquement modélisée dans le cadre d'une théorie de la communication pour le développement.

Published in : A. Mahamat (dir.), *Linguistique du développement - Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent - Revue Mosaïques, Hors-série numéro 6 : Mélanges en hommage au Professeur Henry Tourneux, Éditions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003553, doi : 10.17184/eac.9782813003553*

1.2 *Le pâté d'alouette*[6] : à propos du soutien des organisations internationales aux langues africaines

Il est bien connu que les langues africaines, dans leur très grande majorité, ne sont pas et sont même encore très loin de devenir des langues de l'école. Ce ne sera pas faute de nombreux travaux universitaires qui ont contribué à doter ces langues de codes écrits. La principale responsabilité devrait être imputée à la pusillanimité des politiques linguistiques de certains pays à l'égard de la promotion des langues africaines. A telle enseigne qu'un demi-siècle après les Indépendances, en Afrique subsaharienne, mises à part les sempiternelles expérimentations, seules les langues des ex-puissances coloniales restent des langues de l'école. Même dans la partie anglophone, notons-le, l'introduction des langues locales à l'école n'a pas résisté à l'irrédentisme de la langue officielle. Certains pays qui avaient tenté l'expérience jusqu'à un certain niveau et qui étaient érigés en modèles reviennent au tout en langues officielles[7].

Face à la situation bien connue du manque de compétence, dans les langues officielles, de la grande majorité des populations ; eu égard à la diversité des besoins de communication ; compte tenu de l'impossibilité des langues officielles, quelque puissantes qu'elles puissent être, à couvrir tous ces besoins de communication et avec les revendications de la nécessité de faire de certaines langues africaines des langues du système éducatif, on constate de nombreuses tentatives de soutien aux langues locales. La promotion de la diversité linguistique et culturelle a, en effet, constitué un excellent argument en faveur de la valorisation des langues africaines. Cependant, les actions entreprises ont, paradoxalement, pour effet pervers de conduire à une patrimonialisation croissante des langues africaines. Certaines organisations internationales en ont fait leur cheval de bataille et il convient de saluer, quoi qu'on en pense, les actions de la France et de ses organisations[8]. On ne peut pas indéfiniment imputer à la France et à la langue française la responsabilité du dépérissement des langues africaines. Notons au passage que ce n'est d'ailleurs pas la France qui fut à l'origine de la création de la Francophonie, mais bien un quarteron de pères-fondateurs africains (Zouogbo 2017).

La France assure la promotion de son patrimoine linguistique comme le font le Portugal, dans les PALOP et au sein de la SADC à travers la CPLP[9], la Grande-Bretagne à travers le Commonwealth. La langue est devenue une arme géopolitique. Les Chinois et les Allemands, à un degré moindre, ont bien saisi les atouts de cette *Reallinguistik*. L'on a bien salué l'offensive de la chancelière Merkel, en 2004, lorsqu'elle invitait « tout le monde en Afrique à apprendre l'allemand [...] »[10]. Et que dire de la prolifération fulgurante des instituts Confucius en Afrique[11] ?

[6] C'est à Tourneux que je dois cette locution. La recette de ce pâté requiert les proportions suivantes : un cheval pour une alouette. Cela correspond bien au caractère disproportionné des moyens mis à la disposition des langues du plurilinguisme africain : les crédits accordés aux langues des ex-puissances coloniales constituent la portion du cheval et ceux qui sont destinés aux langues africaines, celle de la maigre alouette. Cette formule met en évidence, de manière édifiante, le plurilinguisme inéquitable tel qu'il existe actuellement.

[7] Oladele Awobuluyi, 2013.

[8] Les dispositifs ELAN et LASCOLAF (Maurer, 2010).

[9] Palop : pays africains de langue portugaise ; SADC : Southern African Development Community [Communauté de développement d'Afrique australe] ; CPLP : Communauté des pays de langue portugaise.

[10] Makaila.fr/2 avril 2004.

[11] Voir l'article de Bouchra Ouatik, 2015, ICI.Radio-Canada.ca-htm/vendredi 22 mai 2015 à 22h34.

Published in : A. Mahamat (dir.), *Linguistique du développement - Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent - Revue Mosaïques, Hors-série numéro 6 : Mélanges en hommage au Professeur Henry Tourneux, Éditions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003553, doi : 10.17184/eac.9782813003553*

Il est évident que les moyens déployés par les instances internationales et les ex-puissances coloniales ont aussi pour objectif de mieux positionner leurs langues. De ce point de vue, ne serait-il pas plus adéquat de s'interroger sur la contribution des États africains à la promotion de leurs langues ? Une analyse des textes constitutionnels des pays africains montrera d'ailleurs rapidement les options prises par les dirigeants et le sort réservé aux langues africaines (Halaoui 2001). De conférences en sommets, l'on constate de grandes déclarations de bonnes intentions. Ces endroits sont, « le lieu où se manifeste avec le plus de constance et d'éloquence, le discours apologétique sur la diversité et la dignité des langues. Force est de constater que l'intendance ne suit pas, du moins si l'on en juge, ce qui me paraît une bonne méthode, par les choix politiques et budgétaires » (Chaudenson, 2001, p. 10).

Notons d'ailleurs que nonobstant le faible soutien dont elles disposent, les langues africaines dans leur grande majorité et en dépit de leur manque de statut, dominent la communication quotidienne, le français n'étant plus qu'une langue parmi d'autres au sein du plurilinguisme africain.

La promotion des langues africaines ne peut se faire sans moyens. Qui plus est, il faudra aussi de l'ambition. Une ambition pour lutter contre la marginalisation des langues et déconstruire les vulgates récurrentes qui ont longtemps freiné le développement des langues africaines. Ce n'est que par la démonstration des pratiques que l'on pourra prouver que, contrairement aux idées reçues, les langues africaines peuvent être des véhicules de la modernité, si ce terme signifie encore quelque chose. Que les langues africaines possèdent le potentiel d'exprimer tous les concepts scientifiques. Pour peu qu'elles soient équipées et instrumentalisées. Les langues, et cela est bien connu, obéissent à un besoin de communication. Elles évoluent et se développent si elles sont utilisées puis équipées pour exprimer les nouveaux besoins de communication qui s'imposent aux locuteurs : « S'il est vrai que certaines langues sont plus riches que d'autres du point de vue de leur vocabulaire, cela aussi résulte de l'action des hommes ; il est donc dans le pouvoir de l'homme d'*amplifier la langue* si les besoins s'en font ressentir » (Tourneux, 2008, p. 9).

La vision essentialiste de langues africaines, renforcée paradoxalement par le déni de légitimité de nombreux intellectuels africains vis-à-vis de leurs langues maternelles, est le premier défi à relever. Ce combat tend d'ailleurs même à devenir suranné tant les chercheurs, et Henry Tourneux en fait partie, ont depuis de nombreuses années démontré que les lois de la vie, toutes les théories peuvent être exprimées dans les langues africaines. Toujours est-il que les préjugés ont la vie dure : on peut parfois encore lire entre les lignes que malgré leur grande bienveillance à l'égard de la promotion des langues africaines, certains spécialistes du Nord continuent à défendre, souvent inconsciemment, la patrimonialisation de ces langues. On pourrait donc les promouvoir, bien entendu, à titre humaniste, voire humanitaire, mais peut-on raisonnablement attendre d'une langue africaine qu'elle soit le véhicule de la science ? Est-il possible de rédiger un article scientifique en *bamiléké* ? Face à de telles affirmations péremptoires et infondées, on ne peut que s'interroger : s'agit-il là d'une méconnaissance de ce qu'est une langue naturelle et de son fonctionnement ? La meilleure réponse est celle de Ouane / Glanz (2010, p. 23) :

Published in : A. Mahamat (dir.), *Linguistique du développement - Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent - Revue Mosaïques, Hors-série numéro 6 : Mélanges en hommage au Professeur Henry Tourneux, Éditions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003553, doi : 10.17184/eac.9782813003553*

> Le cas du *vidunda*, petite langue tanzanienne, prouve que nous devons être prudents avant d'annoncer que les langues (et les cultures) africaines sont d'une valeur inférieure à toute autre langue (et culture). Un projet de recherche linguistique sur la terminologie *vidunda* de la biologie a trouvé une quantité impressionnante de noms de plantes sauvages et d'utilisation qui ont enrichi les connaissances botaniques existantes.

Certes toutes les langues ne se valent pas. Et l'on aura plus besoin de l'allemand que du *bété* pour communiquer à l'international et aspirer à une ascension professionnelle. Il est évident que la langue française ouvre plus de perspectives socioprofessionnelles que le *yoruba*. Mais comparaison n'est pas raison ! Ni l'allemand, ni le français ne sont devenus des langues à rayonnement international du jour au lendemain. Le prestige dont ils jouissent ne leur est pas inné (Hagège 2000). Et, puisqu'il faut le souligner, certaines langues africaines expriment même des concepts qui n'existent pas dans maintes langues internationales. L'on n'a vraisemblablement pas encore saisi les promesses qu'offrent, pour le développement de la science, la promotion réelle et la valorisation des langues minorées et des langues africaines en particulier. La recherche linguistique dans ces langues peut constituer un enrichissement des connaissances scientifiques internationales existantes, voire à en révéler. C'est peut-être ici que se situe le combat des nouvelles générations de linguistes africains.

La promotion de la diversité linguistique et d'un plurilinguisme équitable (Zouogbo 2019) exige peut-être aussi, de la part des locuteurs des langues internationales, des actions de solidarité en faveur des langues minorées. Il nous est agréable de reprendre à notre compte, ici, la boutade de L-J. Calvet (2010, p. 202) selon laquelle l'on pourrait être en droit de demander aux francophones du Nord (Français, Belges, Canadiens) de soutenir les langues africaines (en les apprenant, par exemple) dans la mesure où les francophones du sud contribuent largement au rayonnement de la langue française.

Pour des chercheurs tels que Henry Tourneux, Thomas Bearth et bien d'autres, ce besoin de solidarité a pris, depuis longtemps, un autre sens, au-delà même de l'exercice universitaire. Ils ont compris très tôt que la dépendance communicationnelle était le principal obstacle au développement de nombreuses populations. Ils ont mis en évidence le fait qu'en dehors de leur langue maternelle, la grande majorité des populations est incapable d'exprimer ses besoins réels. C'est pour cette raison qu'ils ont intégré dans leurs travaux universitaires, de nouveaux paradigmes qui postulent que pour certaines populations, la langue est un enjeu vital. Ainsi, pendant que les nationalistes linguistiques africains affrontent sur leur terrain favori, dans un combat perdu d'avance, les défenseurs et les promoteurs des langues des ex-colonies, Tourneux (2008, p. 10) tempère à travers sa formule devenue célèbre : « Mais pourquoi parler d'adversaires ? Le paysan du Niger a-t-il envie ou besoin d'être mêlé à une guerre des langues ? A-t-il un intérêt quelconque à devenir un pion de plus sur l'échiquier de la francophonie ? Ou plutôt n'aspire-t-il pas à vivre mieux, dans de bonnes conditions ([…]) ? ».

Utiliser les langues pour les mettre au service des populations. Prendre le parti, non pas des langues elles-mêmes mais celui des populations qui parlent ces langues ! Tour-

Published in : A. Mahamat (dir.), *Linguistique du développement - Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent - Revue Mosaïques, Hors-série numéro 6 : Mélanges en hommage au Professeur Henry Tourneux, Éditions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003553, doi : 10.17184/eac.9782813003553*

neux préconisait une autre voie (Zouogbo 2017, 2018). Celle-ci portait les germes de ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler aujourd'hui *la linguistique pour le développement*.

1.3 Halte au business de la mort des langues !

Certains chercheurs ont su jouer du sentiment de culpabilité que ressentent les puissances coloniales en raison de leurs politiques linguistiques qui, dès le départ, ont, la plupart du temps, privilégié l'irrédentisme de leur langue dans leurs (ex-)colonies : plus de moyens et de place pour les langues du colonisateur et beaucoup moins pour les langues locales reléguées au rang de langues ethniques. Et si en Afrique, aucune langue européenne n'a conduit à la disparition des langues locales [12], la mort de certaines, liée à un faisceau de circonstances[13], a été imputée à l'imposition des langues européennes et aux politiques linguistiques qui ont conduit à leur expansion. Pour ainsi dire, si la mort des langues est, dans certains cas, un processus irréversible à déplorer, « la mort des langues » comme slogan pour la défense des langues est une vulgate. Malgré tout, les nombreuses actions récentes menées en faveur des langues africaines sont certainement motivées, aussi, par ce souci, de la part de l'ex-puissance coloniale, de se « soulager la conscience », face aux nombreuses revendications linguistiques nationalistes, dont on sait qu'elles n'ont rien de purement linguistique. Tourneux, dans un article récent[14], déplore cette tendance née, selon Calvet et Calvet (2013, p. 132), d'une « peur millénariste »[15]. Toujours est-il qu'elle produit l'effet pervers de se tromper de combat et de priver de moyens les langues qui en ont besoin :

> Depuis une quinzaine d'années, dans un souci de préserver la diversité linguistique menacée, les programmes de recherche des linguistes spécialistes des langues et des cultures se concentrent sur les langues dites "en danger", abandonnant à leur sort les langues dites "majoritaires" [...] Rappelons que depuis la nuit des temps, il y a des langues qui disparaissent, soit que leurs locuteurs les abandonnent au profit d'une autre, soit qu'elles évoluent jusqu'à donner naissance à des formes suffisamment différentes pour qu'il n'y ait plus d'intercompréhension entre langue-mère et langue-fille [...] Pendant ce temps, même les langues africaines qui comptent le plus de locuteurs sont laissées en situation d'infériorité par rapport aux langues intercontinentales que sont l'anglais, le français, l'espagnol, le portugais...

Peut-être que la « promotion » de la disparition de ces langues qui « véhiculent un immense corpus de savoirs enregistrés dans des millions d'ouvrages et de publications,

[12] Sanogo, 2008 (p. 20-21) : « Il est un fait indéniable et admis par tous qu'aucune langue européenne n'a encore remplacé une langue africaine. Malgré toutes les mesures en faveur des langues exogènes, les langues africaines de grande diffusion, ou langues véhiculaires, se sont maintenues et mieux, elles se sont adaptées au monde d'aujourd'hui [...]. Toutes les études tendent également à montrer que si des langues 'ethniques' perdent leur place, c'est au profit de ces langues véhiculaires et non du français ou de l'anglais ».

[13] Hagège, 2000

[14] Tourneux 2022, Pour installer le développement au cœur des préoccupations des spécialistes des langues et cultures au cœur des préoccupations des spécialistes du développement. » Colloque *Voix africaines, Voies émergentes*, Paris Diderot 2018.

[15] Calvet Louis-Jean et Calvet Alain , 2013, *Les confettis de Babel. Diversité linguistique et politique des langues*, Paris, Ecritures.

Published in : A. Mahamat (dir.), *Linguistique du développement - Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent - Revue Mosaïques, Hors-série numéro 6 : Mélanges en hommage au Professeur Henry Tourneux, Éditions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003553, doi : 10.17184/eac.9782813003553*

sur papier ou numériques » serait la meilleure stratégie pour drainer vers elles les moyens matériels et financiers nécessaires à leur équipement !

1.4 Dépasser l'oralité des langues africaines

L'absence d'écriture constitue un frein au développement des langues africaines. Ce postulat se défend : une langue qui ne laisse pas de trace ne peut exister durablement. Et même si l'oralité se conçoit comme un genre avec ses principes bien stables, ses produits sont menacés de périls dans la mesure où leur existence est conditionnée à la vie de leurs dépositaires. Si quelques textes oraux ont résisté au temps, c'est simplement en raison de leur brièveté et de leur facilité à être reproduites. C'est le cas des principaux genres oraux (contes, devinettes, proverbes…). La perpétuation des textes plus denses (récits, épopées…) était conditionnée aux performances de griots, conteurs et chansonniers. Avec la disparition de ces derniers et l'absence de relève, ces textes hautement importants, en tant qu'ils retracent l'historicité des populations, se sont évaporés. Hampâté Bâ avait bien saisi cette impasse : « en Afrique, un vieillard qui meurt est une bibliothèque qui brûle ». L'absence de textes écrits a privé les populations africaines de sources qui retracent leur histoire. Ce qui a engendré la prolifération de productions écrites souvent parcellaires, aux sources impossibles à vérifier et qui ne rendent pas justice aux peuples africains. Il est bien connu que « tant que les lions n'auront pas leur propre historien, les récits de la chasse seront toujours à la gloire du chasseur ».

L'oralité oui, mais l'écriture aussi ! Surtout maintenant et pour plus tard ! Le statut oral n'est pas un obstacle à la survie des langues. On voit bien qu'elles ont résisté et continuent d'être parlées partout, à quelques petites exceptions près. Qui plus est, en matière de communication pour l'expression des besoins quotidiens, l'oralité suffit. Cependant, se contenter du stade oral, c'est faire le lit de la sclérose des langues. On voit bien à présent ce que ce statut pose comme problème lorsqu'il s'agit de faire des langues africaines, les langues de l'école. Notons bien que l'enseignement d'une langue ne se réduit pas aux seuls niveaux descriptifs de base (phonologie, morphosyntaxe, sémantique, lexicologie, etc.). Cet enseignement doit être adossé à une littérature variée. C'est la lecture et la reproduction qui entretiennent l'apprentissage de la langue et nourrissent les apprenants, d'un point de vue cognitif. Or, le chaînon manquant des langues africaines reste à ce jour l'absence de tradition écrite et d'édition. Enseigner les langues africaines, certes, mais il faudra peut-être aussi envisager que les apprenants lisent des textes déjà disponibles dans leurs langues. L'absence d'édition dans les langues africaines est, de ce point de vue, une question qui mérite d'être posée.

L'écriture est une nécessité. Les productions littéraires également. C'est aussi le combat de Tourneux et le mérite de toute une carrière consacrée à la promotion et à la valorisation des langues minorées. Car c'est certainement le manque d'une forte tradition littéraire, l'absence de littérature structurante dans les langues africaines qui a conduit à leur effacement au profit des langues du colonisateur. En fait, les langues qui sont les véhicules de traditions et textes littéraires multiséculaires ont bien résisté aux langues internationales. Leur prestige culturel qui a été consigné dans les livres et textes sacrés a constitué un solide argument contre leur dépérissement et un solide contrepoids face à la pénétration des langues des colonisateurs. Les pays

Published in : A. Mahamat (dir.), *Linguistique du développement - Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent - Revue Mosaïques, Hors-série numéro 6 : Mélanges en hommage au Professeur Henry Tourneux, Éditions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003553, doi : 10.17184/eac.9782813003553*

d'Asie du Sud-Est qui, après la période coloniale, sont revenus à leurs langues, en sont la démonstration. Les pays arabophones d'Afrique du Nord qui ont aussi connu la colonisation française, n'ont pas renoncé à l'arabe. Comment d'ailleurs envisager la disparition de la langue du Coran ? Les langues africaines subsahariennes, nées dans des espaces qui jadis étaient de vastes empires puissants, ont moins fait le poids parce que les récits des pratiques culturelles ont été confiés au règne de l'oralité et aux castes de griots. Avec la disparition de ces derniers, se sont évaporés les récits fondateurs et puissants dont les langues auraient été de vrais véhicules.

Il est encore temps d'équiper les langues africaines et d'en faire des véhicules de puissantes traditions littéraires et culturelles. A condition d'en avoir l'ambition et d'y travailler avec acharnement. Le yoruba en fournit un exemple éloquent[16].

2 Pourquoi une *linguistique pour le développement* (LPD) ?

Il est utile, d'emblée, de préciser que la LPD telle que la promeut Henry Tourneux et telle que nous la concevons n'a pas pour ambition de revendiquer une quelconque préséance par rapport à tout ce qui existe dans le champ déjà bien fourni des sciences du langage. Elle n'a pas non plus besoin d'un permis d'exister. L'extension « pour le développement » consacre l'enrichissement de la « linguistique », son ouverture et sa spécialisation dans la perspective d'une prise en compte et d'un traitement des problématiques liées au développement.

Maintes constatations motivent cette orientation des sciences du langage dans les territoires sous-développés. La notion de *développement*, sans entrer dans des détails exposés ailleurs (Zouogbo 2019), comporte plusieurs acceptions. Dans le cas des pays sous-développés, nous l'entendons au sens « d'amélioration des conditions de vie des populations ». Sous cet angle bien précis, envisager le développement en Afrique sans prendre en compte les dimensions linguistiques et culturelles est un paradoxe. Il est bien connu que les actions hautement vitales des agences de développement ne peuvent avoir des répercussions positives sur les bénéficiaires que si les besoins réels de ces populations, considérées comme les plus fragiles, sont pris en compte au moment de la conception des actions et programmes qui ont précisément pour finalité de leur permettre de vivre dignement. On imagine difficilement réalisable un tel travail si les agences de développement, les ONG et les experts étrangers dépêchés sur le terrain, souvent en situation d'urgence, n'envisagent pas des actions à travers les langues des populations locales.

Tout bien considéré, face à cette barrière linguistique, il devient difficile de faire circuler les informations utiles, d'envisager l'initiation des populations aux mesures de prévention sanitaire, d'apporter l'assistance technique à des paysans « francophones » qui ne maîtrisent pas ou très peu le français. En un mot, si l'on ne se base que sur les langues officielles, la communication avec des populations dont les langues maternelles dominent la communication quotidienne devient périlleuse. En outre, les agences de

[16] Travailler avec acharnement au développement du potentiel linguistique et littéraire des langues locales (au moins, parmi les majoritaires) afin de les hisser au niveau des langues à tradition littéraire, c'est le défi relevé par de jeunes universitaires yoruba il y a un peu plus de quatre décennies et qui vaut à ce jour à la langue yoruba d'être enseignée depuis les écoles jusqu'à l'université (master, doctorat de yoruba en langue yoruba) dans tous les États yorubaphones du sud-ouest du Nigeria.(Awobuluyi Oladele, 2013).

Published in : A. Mahamat (dir.), *Linguistique du développement - Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent - Revue Mosaïques, Hors-série numéro 6 : Mélanges en hommage au Professeur Henry Tourneux, Éditions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003553, doi : 10.17184/eac.9782813003553*

développement, les ONG et les experts étrangers ne sont pas imprégnés des valeurs culturelles locales, si bien que la plupart du temps, certains projets de développement dont l'intérêt est pourtant indéniable, se heurtent, dans le meilleur des cas, au manque d'adhésion des populations concernées. Il se trouve également que des intervenants locaux, locuteurs natifs, opportunément recrutés sur place pour faire « passer le message », ne sont guère instruits des techniques et des savoirs scientifiques qui sous-tendent la plupart des programmes de développement. Ce sont eux qui servent de traducteurs ?!

De toute évidence, une réflexion profonde sur les moyens de rendre l'aide au développement plus efficace, avec les langues et les cultures locales, s'impose. Il devient nécessaire d'inventer de nouvelles modalités pour la mobilisation des ressources linguistiques et culturelles en Afrique afin de les mettre au service du développement du continent.

Notons bien que si le concept de LPD conserve le vocable « linguistique », c'est bien parce qu'il s'appuie sur la linguistique en tant que pivot, en tant que théorie de la connaissance. Il faut peut-être préciser que la LPD est une pratique ancienne. Si cette dénomination ne s'est établie que récemment, elle est suggérée depuis de nombreuses années, par les analyses de chercheurs, de (socio)linguistes en particulier (H. Tourneux, 2008, 2015 ; G. Agresti, 2014 ; Abolou, 2008 ; Djité, 2008, entre autres). L'objectif a été et reste la mobilisation des ressources linguistiques, anthropologiques et culturelles en vue de la recherche de solutions aux problématiques liées au développement économique et sociétal. Le point départ de la LPD a, notons-le, été l'analyse de l'interaction entre les langues, avec pour horizon la promotion des langues dominées et des cultures minoritaires. Elle s'est alors engagée dans l'Éducation pour Tous et dans l'alphabétisation fonctionnelle. Puis, elle a investi, au fil des ans, de nouveaux paradigmes. Elle a ainsi dépassé le cadre des revendications linguistiques et identitaires. Elle s'est également démarquée de la ferveur protectionniste motivée par la peur de l'extinction des langues propagée par les doctrines écolo-linguistiques.

Si la LPD est aujourd'hui en plein essor, c'est en raison de l'adéquation de ses champs de recherche avec l'exigence de la quête de solutions aux nombreux obstacles du développement économique et sociétal. Ce dynamisme résulte également de la prise de conscience, ces dernières années, de la place prépondérante des langues et cultures dans le traitement des questionnements soulevés par le développement. À rebours des préoccupations qui ne se concentrent que sur les langues *per se*, la LPD a fait des populations l'objet central de ses pratiques. Prendre le parti des populations qui parlent les langues plutôt que défendre les langues elles-mêmes, réfléchir aux moyens d'améliorer leurs conditions de vie surtout celles des plus fragiles, c'est ainsi que pourrait être résumé le crédo de la LPD.

La LPD ne doit pas être réduite à une linguistique africaine. En raison de ses objectifs et des thématiques diverses qui constituent son objet, la LPD s'est affranchie de tout cloisonnement géographique, territorial et linguistique : au service des populations rurales ou citadines, du Sud comme du Nord, elle agit et a vocation à intervenir partout où les barrières linguistiques et culturelles constituent un obstacle au Développement. Ses terrains privilégiés d'action restent néanmoins les territoires frappés par la grande

Published in : A. Mahamat (dir.), *Linguistique du développement - Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent - Revue Mosaïques, Hors-série numéro 6 : Mélanges en hommage au Professeur Henry Tourneux, Éditions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003553, doi : 10.17184/eac.9782813003553*

pauvreté, impactés par les crises politiques, les bouleversements écologiques et caractérisés, en raison même de la conjonction et de la concentration de tous ces facteurs, par une absence ou une indigence de structures sanitaires et socioéconomiques de base.

Parce qu'elle s'inscrit dans la prospective, la LPD se veut un cadre théorique et méthodologique dont l'utilité résidera dans les contributions des langues et des cultures pour combattre les atteintes aux droits humains, se prémunir des urgences humanitaires, sanitaires, sociales et écologiques qui surviennent dans les contrées les moins équipées, les moins développées et que subissent les populations les plus fragiles.

On le voit, les prétentions d'une linguistique pour le développement en font une tendance au sein des sciences du langage, matérialisée par une approche inévitablement pluridisciplinaire pour traiter l'objet qui justifie sa promotion : le développement. La LPD entend concevoir des principes et méthodes pertinents pour mettre en évidence et démontrer l'universalité de la linguistique pour le développement en tant qu'elle a pour préoccupation essentielle, la mobilisation des ressources linguistiques et culturelles, partout où la barrière de la langue et des cultures se révèle être un obstacle majeur à l'amélioration des conditions de vie des populations, à leur accès au droit de vivre dans la dignité, leur droit à utiliser leurs langues dans tous les domaines de la vie quotidienne, leur droit à exprimer leurs besoins élémentaires dans leurs langues maternelles.

La LPD consacre la volonté des spécialistes des langues et des cultures de s'intéresser à un domaine, le développement, pour lequel ils ont longtemps été considérés comme des voix non autorisées. La LPD se veut la preuve que *linguistique* et *développement* peuvent être saisis et conceptualisés au sein d'un même schème épistémologique. Car le développement est aussi, on le voit de plus en plus, une affaire de communication. La communication, elle-même, étant dépeinte comme le maillon faible du développement (Bearth 2008, 2010). La communication étant une question qui relève de l'usage de la langue, les linguistes sont interpelés. Leur responsabilité dans l'amélioration de la communication pour lever l'obstacle de la dépendance communicationnelle est réelle. Car c'est au linguiste que revient, en toute légitimité, la tâche de promouvoir un plurilinguisme équitable pour éviter que la quête d'une durabilité communicationnelle ne donne lieu à un autre type d'exclusion : celles des langues officielles (Bearth 2008). C'est au linguiste qu'incombe la tâche d'inventer des moyens pour lever les barrières linguistiques (et culturelles) et de créer les conditions d'une communication durable par la formation des acteurs (locaux comme experts) du développement.

Face à ces enjeux, le linguiste utilisera les armes qui sont les siennes, à savoir la valorisation ciblée de ses connaissances. Comment plus précisément ? Citons pêle-mêle :

L'équipement et l'enrichissement des langues par un travail sur le corpus.

La valorisation de l'oralité en attendant de développer l'écriture pour doter les langues africaines de ressources qui nourriront l'apprentissage.

Le recours aux ressources cognitives présentes dans ces langues.

Published in : A. Mahamat (dir.), *Linguistique du développement - Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent - Revue Mosaïques, Hors-série numéro 6 : Mélanges en hommage au Professeur Henry Tourneux, Éditions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003553, doi : 10.17184/eac.9782813003553*

La production de ressources terminologiques et la spécialisation des langues dans de nombreux domaines (agriculture, santé publique…)

Le développement de nouvelles approches de la traduction qui mettront plus en avant l'adaptation raisonnée des langues et des contenus au contexte du terrain.

La promotion de la médiation linguistique, de la rédaction technique, de l'analyse du discours…

Toutes ces théories, et bien d'autres encore, qui ont été éprouvées au sein des sciences du langage peuvent être reprises, modélisées et adaptées pour la prise en charge méticuleuse de chaque domaine identifié comme constituant un aspect fondamental du développement. Cependant, pour être efficace, la LPD, qui est une linguistique appliquée, devra s'ancrer dans les habitudes institutionnelles. C'est la seule manière de la perpétuer et de lui donner plus d'impact dans la société. À travers la formation et la diplomation, la LPD fournira de façon concrète, non seulement aux populations et acteurs locaux, mais également aux développeurs (ONG, OI, Agences de développement, etc.), des analyses, des repères, des outils. En somme, une expertise linguistique et culturelle pour les accompagner, en les aidant à rendre leurs activités de développement plus efficaces, plus bénéfiques et plus tangibles pour les destinataires.

La dernière partie de notre contribution sera consacrée à quelques réflexions qui justifient la nécessité d'une formation. Une formation qui répondrait aux besoins des acteurs et intermédiaires locaux (ceux qui sont sollicités pour épauler les coopérants), les experts (étrangers) du développement (qui bien souvent ignorent tout des réalités linguistiques et culturelles de leurs terrains d'action) et, aussi et surtout, les étudiants en langues (locales, officielles, étrangères).

3 Ne pas attendre que la pluie tombe pour construire son abri !

Nous entendons ici esquisser une ingénierie pédagogique qui intègre et objective la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD)[17], une formation universitaire de haut niveau qui promeuve toutes les langues sur le terrain et qui apporte aux apprenants les contenus nécessaires à leur maîtrise des secteurs/domaines-clés qui ressortissent aux ODD.

Pour situer l'intérêt d'un tel type de formation, il faut revenir sur les problèmes auxquels elle est susceptible d'apporter des solutions.

L'apprentissage des langues africaines mérite des actions qui ne doivent pas se limiter à la simple initiation. Les langues africaines doivent être développées et promues au rang de vecteurs de la transmission des savoirs. Le développement du continent africain sera véritablement amorcé si les enfants africains sont formés dans leurs langues. Les échecs scolaires ont leurs causes dans ce grand paradoxe qui est né des motivations des choix exoglossiques des langues d'enseignement dans un territoire qui concentre 30% des langues du monde (Calvet 2010, p. 149) quand les enfants sont instruits exclusivement dans les langues des ex-colonies qui représentent 3% des langues parlées dans le monde ! Sur le modèle de tous les pays développés, on peut comprendre que le

[17] http ://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable

Published in : A. Mahamat (dir.), *Linguistique du développement - Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent - Revue Mosaïques, Hors-série numéro 6 : Mélanges en hommage au Professeur Henry Tourneux, Éditions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003553, doi : 10.17184/eac.9782813003553*

choix de la langue d'instruction soit une clé pour le développement. Cette question, ainsi que nous l'avons abordée précédemment, dépend principalement de politiques linguistiques ambitieuses.

L'aide au développement est jugée inefficace, en raison du déficit de communication (Bearth 2008, Zouogbo 2019). Les experts et les populations locales ne se comprennent pas. Les langues dans lesquelles sont conçus les programmes de développement sont les langues internationales. Or, les populations locales, et cela n'est pas pris en considération, ne maîtrisent pas ces langues. On constate très souvent que, de la conception à la réalisation des objectifs de développement, il y a tout un travail de communication à (re)faire. Ce problème est généralement « résolu » par le recrutement d'intervenants locaux, locuteurs des langues des territoires où sont mis en application les programmes de développement. Parce que l'on considère, à tort, que ces locuteurs natifs sont capables de « traduire » les messages importants des langues de départ. On oublie que la grande majorité des programmes de développement repose sur des actions sectorielles qui sont ancrées dans des domaines de la connaissance hautement spécialisés. Pense-t-on un seul instant qu'un locuteur natif, quelque compétent qu'il soit dans sa langue maternelle, soit capable de traduire, de rendre ou d'adapter, d'une langue à l'autre, des concepts qui relèvent de savoirs techniques et spécialisés (agriculture, santé publique, artisanat, écologie…) sans préparation aucune et sans connaissance préalable dans ces domaines ? La reproduction de ces incongruités et de l'improvisation que nous avons documentées dans plusieurs articles (Zouogbo 2017, 2018, 2019) ne pourra être empêchée que si une formation appropriée apporte des solutions.

L'Afrique est une terre qui voit de nombreuses langues étrangères prospérer. C'est d'abord le témoignage des dispositions plurilingues des (jeunes) Africains. Si l'allemand, le chinois… comme langues vivantes étrangères ne cessent de se développer dans les systèmes éducatifs africains, c'est aussi et surtout en raison des facilités cognitives des Africains. On constate, cependant, avec regret que les finalités de ces langues ne sont que la communication (au sens didactique) : le jeune Africain apprend la LVE pour être capable de communiquer. Communiquer souvent avec les locuteurs natifs. Lesquels, on le sait, ne vivent pas en Afrique ! La structuration des curricula des LVE en civilisation-littérature-linguistique obéit à ces besoins. Elle est en même temps le problème de l'absence de perspectives professionnelles autres que l'enseignement (Zouogbo 2017). Or il est possible d'enrichir les contenus dans les LVE, du moins dans leur composante linguistique, en les orientant vers des problématiques qui intéressent localement, surtout lorsque ces LVE sont enseignées et apprises en contexte exolingue. Les problématiques du développement pourraient être une piste. Étendre l'apprentissage des LVE en les appliquant à certains domaines clés du développement (genre, santé, agriculture, NTIC, etc.) pourrait offrir aux étudiants de nombreuses perspectives professionnelles dans leurs pays.

3.1 Vers une formation en linguistique pour le développement : aspects théorique et esquisse d'ingénierie pédagogique

Cette formation qui continue de mobiliser notre réflexion et dont la dénomination reste à fixer (Langues appliquées au développement durable ?) aurait, pour ainsi dire, pour cadre théorique la *Linguistique pour le développement*, à partir des arguments

Published in : A. Mahamat (dir.), *Linguistique du développement - Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent - Revue Mosaïques, Hors-série numéro 6 : Mélanges en hommage au Professeur Henry Tourneux, Éditions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003553, doi : 10.17184/eac.9782813003553*

que nous avons présentés dans les pages antérieures. Elle reposerait sur des savoirs, des langues et des domaines d'application.

3.1.1 Deux socles de savoirs

Au titre des savoirs, c'est-à-dire des contenus théoriques à acquérir, nous identifions deux socles de savoirs :

- **Les savoirs linguistiques** constitueraient les savoirs de base, une sorte de tronc commun pour tous les apprenants. Il s'agira de synthétiser et d'acquérir de manière pragmatique des compétences dans les disciplines telles que la sociolinguistique, la terminologie, la traduction spécialisée, la communication technique, l'analyse du discours, la médiation linguistique, la sémantique, la lexicologie, la philologie, la production littéraire… Toutes ces sous-disciplines qui ressortissent au champ disciplinaire des sciences du langage sont autant d'outils qui seraient indispensables aux acteurs de terrain, en termes de méthodologie.
- **Les savoirs connexes** qui seront les apports de domaines de la connaissance qui ne sont pas des domaines d'expression privilégiés du linguiste mais qui sont absolument indispensables pour qui voudra agir de façon autonome sur le terrain. Citons ainsi l'acquisition de compétences en *gestion de projets*, en *économie du développement*, en *anthropologie sociale et culturelle*… Il s'agit d'autant de domaines qui compléteront les compétences acquises par le linguiste et qui lui apporteront les clés de la compréhension des ressorts de l'action sur le terrain en contexte de développement.

3.1.2 Les langues

L'intérêt résidera dans l'offre nécessairement plurilingue. Il y a tout à gagner dans un modèle qui consacre un partenariat entre toutes les langues du plurilinguisme africain (Zouogbo 2018) et qui intègre de manière productive l'offre linguistique existante. Ainsi seront apprises :

- La langue officielle du pays (LO)
- La langue étrangère majoritaire (LV1). En Afrique francophone, il s'agit souvent de l'anglais
- Une seconde langue étrangère (LV2) qui selon les étudiants et les pays pourra être l'espagnol, l'allemand…
- Une langue africaine.

L'originalité de ce projet résidera dans l'apprentissage d'une langue africaine, selon la langue maternelle de l'étudiant(e). La maîtrise de la langue maternelle, au moins au stade oral, sera de ce point de vue l'un des critères d'admission à cette formation

Published in : A. Mahamat (dir.), *Linguistique du développement - Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent - Revue Mosaïques, Hors-série numéro 6 : Mélanges en hommage au Professeur Henry Tourneux, Éditions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003553, doi : 10.17184/eac.9782813003553*

qui sera hautement exigeante. En s'appuyant sur le socle des savoirs linguistiques, les étudiants développeront des compétences en écriture de leur langue et en production des textes sous la supervision d'enseignants compétents et spécialistes de ces langues. On peut envisager qu'il leur soit demandé, sous forme de mémoire, un exercice philologique, une rédaction en langue africaine de certains contenus oraux qu'ils auront répertoriés sur le terrain. Ce travail serait l'amorce de la constitution de textes dans les différentes langues locales.

3.1.3 Les domaines d'application

Il s'agira de réutiliser les compétences acquises au moyen des savoirs de base et des savoirs connexes pour décrire, appréhender et s'approprier les domaines qui ressortissent généralement à l'aide au développement. On pourrait en retenir trois ou quatre : la santé publique ; l'écologie ; l'agriculture ; l'artisanat.

Ici, la pluridisciplinarité sera de mise car nous ne pourrons faire l'économie de la collaboration avec les spécialistes de ces domaines. Les échanges et les allers-retours entre spécialistes de la LPD et spécialistes des domaines d'application seront nécessaires et fructueux.

Ainsi, en ciblant ces domaines et en en faisant des supports pédagogiques et des objectifs d'apprentissage, on peut considérer qu'à la fin de la formation, un apprenant soit susceptible de devenir un linguiste expert d'un domaine spécialisé (par exemple, la santé publique) et qu'il sera capable de communiquer sur ce thème avec aisance dans la LO, la LV1 et LV2 et aussi, avec de nouvelles compétences, dans la langue africaine.

4 Perspectives

Une formation en LPD n'aura un intérêt que si elle permet de former des professionnels immédiatement disponibles. Des professionnels qui, grâce aux matières enseignées dans cette formation et aux exigences auxquelles ils auront été soumis, seront en mesure de s'exprimer avec compétence (dans le pack de langues choisies) et avec un excellent niveau de technicité du domaine qu'ils auront retenu comme spécialité. Ils se positionneront indéniablement dans l'interface et la médiation entre les acteurs étrangers du développement et les populations locales. Le problème de l'improvisation sera en partie résolu.

En préparant localement les ressources humaines compétentes, il pourra être ainsi apporté une réponse à l'inefficacité des actions de développement. Et dans le meilleur des cas, l'on pourrait trouver plusieurs intérêts à ce type de formation :

Published in : A. Mahamat (dir.), *Linguistique du développement - Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent - Revue Mosaïques, Hors-série numéro 6 : Mélanges en hommage au Professeur Henry Tourneux, Éditions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003553, doi : 10.17184/eac.9782813003553*

Un intérêt économique et sociétal

- Des acteurs mieux formés à la fois dans les langues et les domaines spécialisés sont une garantie de meilleure communication, ce qui pourrait contribuer à rendre l'aide au développement plus efficace.
- Grâce à la formation, des ressources humaines compétentes seront immédiatement disponibles et pourraient être intégrées directement aux projets de développement (depuis leur conception jusqu'aux bilans).
- L'on peut aisément entrevoir le gain de temps et les économies de moyens pour les organismes de développement.

Un intérêt patrimonial, linguistique et culturel

- En intégrant de façon innovante les langues africaines dans l'offre linguistique, et en apportant, par des travaux bien encadrés, les preuves de la richesse de contenus des langues africaines, nous aurons fait un grand pas dans le combat contre le déni de légitimité des langues locales largement répandu, chez les Africains eux-mêmes. Un apprenant bien formé et qui sera capable de communiquer sur un thème spécialisé dans sa langue locale apportera la preuve de l'utilité de cette dernière. Cela augurera d'autres fonctions pour les langues africaines que celles, exclusives, de l'expression de l'identité.
- Attribuer aux langues de la formation, les mêmes objectifs, c'est soutenir et promouvoir le droit linguistique en suscitant de nouveaux désirs de langue. C'est aussi assurer par la preuve et indirectement la promotion de la diversité linguistique et culturelle.
- L'intégration des langues locales dans l'offre linguistique aura une conséquence indéniable, celle de donner de la visibilité aux travaux des linguistes locaux, toujours sollicités mais jamais valorisés. Ce que Tourneux (2008, p. 12) a appelé « le travail de Sisyphe des universitaires africains ». Ces excellents travaux (qui, faute de moyens, restent dans les tiroirs) pourront ainsi servir de base aux étudiants et être exploités. Les exercices et travaux auxquels les étudiants seront soumis seront également réalisés sous la férule de ces universitaires. Et pourquoi ne pas espérer que ces travaux réalisés par les (futurs) étudiants servent de point de départ, d'illustration, de documentation pédagogique pour l'enseignement, dans les niveaux inférieurs, des langues locales ?

Un intérêt académique

- L'on peut espérer envisager de nouvelles perspectives pour les études linguistiques : il sera possible d'ancrer dans l'imaginaire des gens qu'étudier une langue africaine peut préparer à un métier, au demeurant bien rémunéré.

Published in : A. Mahamat (dir.), *Linguistique du développement - Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent - Revue Mosaïques, Hors-série numéro 6 : Mélanges en hommage au Professeur Henry Tourneux, Éditions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003553, doi : 10.17184/eac.9782813003553*

- Pour les LVE, la professionnalisation des filières linguistiques, les nouvelles orientations et finalités des curricula et des contenus de l'enseignement des langues dans des domaines spécifiques au développement (à savoir ceux pris en charge dans le cadre de l'aide au développement) pourront également permettre d'envisager d'autres perspectives et débouchés professionnels pour les apprenants des LVE. Après tout, avoir la possibilité d'accéder à un emploi grâce à ses qualifications est aussi une contribution au développement, au sens économique du terme.

- Une telle formation et les débouchés pressentis pourront apporter un nouveau regard sur les langues étrangères en contexte exolingue.

Bibliographie

Abolou Camille Roger, 2008, *Langues africaines et développement*, Paris, Paari (195 p.)

Agresti Giovanni, 2014, « Actualité des racines. Pour une linguistique du développement social », *Cahiers de l'école doctorale en linguistique française* 8, p. 13-39.

Awobuluyi Oladele, 2013, « Official language policies in Africa », Olanike Ola Orie, Sanders W. Karen (dir.), *Selected Proceedings of the 43rd Annual Conference on African Linguistics*, (p. 68-76), Sommerville (MA), Cascadilla Proceedings.

Bearth Thomas, 2008, « Languages as a key to understanding development from a local perspective. A case study from Ivory Coast », Tourneux Henry (dir.), 2008, *Langues, cultures et développement en Afrique*, (p. 35-116), Paris, Karthala.

Bearth Thomas et Baya Joseph, 2010,« Guerre civile et résilience écologique : le cas du Parc du Mont Sangbé à l'ouest de la Côte d'Ivoire », *Cahiers Agricultures* 19 (3), p. 220-226.

Brunel Sylvie, 2005, « L'aide au développement : expansionnisme ou humanisme ? », Houziaux Alain (dir.), 2005, *L'aide au tiers-monde à quoi bon ?*, Paris, L'atelier, p. 31-49.

Calvet Louis-Jean, 2010, *L'histoire du français en Afrique*, Paris, Ecriture, 226 p.

Calvet Louis-Jean et Calvet Alain, 2013, *Les confettis de Babel. Diversité linguistique et politiques des langues*, Paris, Ecritures, 220 p.

Chaudenson Robert, 2001, « Les langues dans l'espace francophone : vers la notion de partenariat », Chaudenson Robert et Calvet Louis-Jean (dir.), *Les langues dans l'espace francophone : de la coexistence au partenariat*, p. 9-70, Paris, Institut de la Francophonie – L'Harmattan.

Diarra Pierre et Leguy Cécile, 2004, *Paroles imagées*, Rosny-sous-Bois, Bréal, 127 p.

Djité Paulin, 2008, *The Sociolinguistics of Development*, Bristol UK, Multilingual Matters, 227 p.

Hagège Claude, 2000, *Halte à la mort des langues*, Paris, Odile Jacob, 402 p.

Halaoui Nazam, 2001, « L'identification des langues africaines dans les constitutions », *Revue française du droit constitutionnel*, 2001 (1), p. 31-53.

Maurer Bruno, 2010, *Les langues de scolarisation en Afrique francophone : Enjeux et repères pour l'action. Rapport général*, Paris, Archives Contemporaines, 103 p.

Ouane Adama et Glanz Christine, 2010, « Pourquoi l'Afrique doit investir dans les langues africaines et l'enseignement multilingue ? », Institut de l'Unesco pour l'apprentissage tout au long de la vie, 26 mai 2010 (unesdoc.unesco.org/images/0018/001886/188643f.pdf, consulté le 23 octobre 2016).

Sanogo Mamadou Lamine, 2008, « Politique linguistiques et Union Africaine », Tourneux Henry (dir.), 2008, *Langues, cultures et développement en Afrique*, p. 19-34, Paris, Karthala.

Seiler Friedrich, 1922, *Sprichwörterkunde*, Munich, Beck, 789 p.

Tourneux Henry, 2022, « Pour installer le développement au cœur des préoccupations des spécialistes des langues et cultures et les langues et cultures au cœur des préoccu¬pations des spécialistes du développement », dans *Voix africaines, voies émergentes. Langues, développement et dynamiques interculturelles*, dirigé par Jean-Michel Benayoun, Élisabeth Navarro, Kogh Pascal Somé, Jean-Philippe Zouogbo,

Published in : A. Mahamat (dir.), *Linguistique du développement - Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent - Revue Mosaïques, Hors-série numéro 6 : Mélanges en hommage au Professeur Henry Tourneux, Éditions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003553, doi : 10.17184/eac.9782813003553*

p. 129-146, Paris, Éditions des Archives contemporaines, coll. « InterCulturel », ISBN : 9782813004543 https ://doi.org/10.17184/eac.5721

Tourneux Henry, 2015, « Pour une linguistique du développement », Baldi Sergio, Batic Gian Claudio, 2015, *Symposium on West African Languages*, p. 163-176, University of Naples, L'Orientale.

Tourneux Henry et Métangmo-Tatou Léonie, 2011, *Parler du sida au Nord-Cameroun*. Paris, Karthala, 274 p.

Tourneux Henry (dir.), 2008, *Langues, cultures et développement en Afrique*, Paris, Karthala, 296 p.

Tourneux Henry, 2008, « Introduction », Tourneux Henry (dir.), 2008, *Langues, cultures et développement en Afrique*, p. 9-18, Paris, Karthala.

Tourneux Henry, 2007, *La communication technique dans les langues africaines*, Paris, Karthala, 157 p.

Zouogbo Jean-Philippe, 2019,« Mieux communiquer pour une plus grande efficacité de l'aide au développement en Afrique subsaharienne francophone », Boudet Martine (dir.), 2019, *Les langues-cultures moteurs de démocratie et de développement*, p. 220-236, Vulaines-sur-Seine, Le Croquant.

Zouogbo Jean-Philippe, 2019, « Pour un plurilinguisme équitable en Afrique de l'Ouest », Conférence publique, Neuchâtel, Semaine de la langue française et de la Francophonie, Délégation suisse de la langue française (19 mars 2019).

Zouogbo Jean-Philippe, 2018, « Langues étrangères et langues africaines : pour un partenariat au profit du développement économique et sociétal en Afrique subsaharienne », Agbefle Koffi Ganyo, Lezou-Koffi Aimée Danielle (dir.), Collection Plurilinguisme avec la collaboration de la Revue *Della/Afrique*, n° 1/2018, p. 276-297.

Zouogbo Jean-Philippe, 2017, « La promotion de la diversité culturelle et linguistique. Pour un ancrage de la doctrine dans le réel de l'espace francophone en Afrique Subsaharienne », Navarro Elisabeth, Benayoun Jean-Michel, *Langues, diversités et stratégies interculturelles*, p. 181-197 Paris, Michel Houdiard Editeur.

Zouogbo Jean-Philippe, 2017, « Westafrikanische Sprachen : Aus dem patrimonialen Eingeschlossensein zu Entwicklungsmitteln », Spielbüchler Thomas, Wurzer Markus (dir.), *Afrika – Zugänge und Einordnungen : Afrikaforschung in Österreich*, p. 9-23, Linz, Linz Universitätsbibliothek.

Published in : A. Mahamat (dir.), *Linguistique du développement - Prolégomènes à un champ disciplinaire émergent - Revue Mosaïques, Hors-série numéro 6 : Mélanges en hommage au Professeur Henry Tourneux, Éditions des archives contemporaines, ISBN : 9782813003553, doi : 10.17184/eac.9782813003553*